

Une réforme détournée en éducation.

Robert Comeau,

Professeur associé, département d'histoire, UQAM

Josiane Lavallée,

Historienne et enseignante

Dans les extraits de son livre sur la réforme de l'éducation publiés dans *Le Devoir*, Paul Inchauspé nous rappelait qu'initialement la réforme du curriculum d'études implantée à partir de septembre 2000 dans les écoles primaires n'avait pas été pensée essentiellement dans le but d'un renouveau « pédagogique ». Les programmes devaient être mis à jour.

Selon Inchauspé, l'intention première de cette réforme des programmes d'études au primaire et au secondaire était de « contrer la logique de segmentation, de cloisonnement, qui avait présidé à la mise en œuvre du programme d'études et insuffler à celui-ci une perspective culturelle qui en éclaire le sens ». Il souhaitait voir la perspective historique présente dans toutes les matières du programme, comme il souhaitait que la qualité du français oral et écrit soit une préoccupation de tous les enseignants et non des seuls enseignants en français.

Le programme du PQ de 1994

Déjà en 1994, le programme du Parti québécois insistait sur le rôle de l'école, lieu où notre culture s'élabore et se transmet : « Valeurs, comportements, attitudes et référents culturels s'y façonnent, de même que l'appartenance à la collectivité québécoise. Seule la transmission d'un triple héritage, littéraire, scientifique et historique, permet à l'étudiant d'utiliser efficacement toutes les connaissances acquises ». Dans ce sens, le Parti Québécois s'engageait à « faire de la maîtrise du français parlé et écrit une exigence dans toutes les matières et à tous les niveaux », notamment « en réimplantant l'enseignement systématique de la grammaire au primaire, en axant à nouveau l'enseignement du français vers la lecture d'œuvres littéraires et vers l'écriture », tout en augmentant le nombre d'heures consacrées à l'apprentissage du français ». On voulait aussi « réinstaurer l'enseignement de l'histoire nationale et universelle et réintroduire la dimension historique dans les apprentissages ». À cette fin, le Parti

québécois s'engageait à rendre l'enseignement de l'histoire « obligatoire à tous les niveaux » du primaire et du secondaire.

Ce programme de 1994 du Parti québécois insistait pour que « le réseau québécois de l'éducation devienne incontestablement le lieu par excellence de la pensée et du savoir, de l'acharnement à apprendre ». On y précisait que « pour faire fructifier, au Québec, ce qu'on appelle le capital humain, il nous faut, d'urgence, un système d'éducation moderne, exigeant, public, vraiment accessible à tous et à toutes et scrupuleusement attaché à la qualité ». On est conscient, disait-on, que « l'éclatement et le nivellement par le bas sont les dangers qui menacent tous les programmes d'enseignement... On a laissé souvent s'effriter un patrimoine précieux en cédant aux modes du moment ».

Treize ans plus tard, nous sommes forcés de constater que les dangers évoqués étaient bel et bien présents. Sur plusieurs aspects, cette nécessaire réforme des programmes fut détournée de ses principes fondamentaux par les fonctionnaires du MEQ s'appuyant sur certaines recherches de spécialistes en sciences de l'éducation partisans du socioconstructivisme comme approche pédagogique. En conséquence, après sept ans d'implantation de la réforme centrée sur le socioconstructivisme où l'enfant est invité à construire son savoir en interagissant avec ses pairs, les résultats demeurent préoccupants. Loin d'avoir fait progresser les élèves vers une meilleure réussite comme le souhaitaient les penseurs de la réforme du curriculum d'études, en particulier les membres du Conseil supérieur de l'Éducation, et les dirigeants du Parti Québécois, cette réforme désignée maintenant sous le nom de « nouveau pédagogique » par les fonctionnaires du ministère de l'Éducation, du loisir et du sport aura contribué indéniablement à un nivellement par le bas de la réussite des élèves. Notamment, en juin dernier, les élèves de 6^e année ont moins bien réussi aux examens de français et de mathématique que leurs prédécesseurs ayant reçu un enseignement magistral et plus encadré.

Par ailleurs, à l'origine de cette réforme, un des objectifs était d'améliorer la réussite des élèves en milieu défavorisé. Pourtant, la fermeture des classes spéciales et l'intégration des enfants en difficulté dans les classes régulières n'ont pas amélioré la situation. Sans compter que plusieurs études ont démontré que les enfants issus d'un milieu socio-économique pauvre réussissent mieux lorsqu'ils reçoivent un enseignement magistral ; on sait qu'un jeune disposant de moins de ressources à la maison aura davantage besoin d'être encadré à l'école lors de ses apprentissages. Dans la pratique, l'approche socioconstructiviste est difficilement

applicable dans une classe où les élèves détiennent un bagage culturel inégal. Le travail en équipe reproduit les inégalités de la société. De plus, la réforme pédagogique qui a pratiquement éliminé le redoublement des élèves occulte sciemment les échecs des élèves en difficulté au cours du parcours scolaire. En conséquence, les élèves passent au second cycle sans souvent détenir les connaissances minimales à leur réussite. Il n'est pas surprenant alors de constater qu'en 6^e année, ils n'arrivent plus à réussir aussi bien les examens du ministère de l'Éducation qu'auparavant.

Malheureusement, depuis sept ans, certains spécialistes des sciences de l'éducation de concert avec les fonctionnaires du ministère de l'Éducation ont préféré laisser croire aux élèves québécois que les échecs n'existaient plus, plutôt que de s'attarder aux causes de l'échec scolaire au Québec. Ce n'est pas par la négation et en diminuant les exigences que nous allons régler le problème du décrochage scolaire. Nous croyons qu'il faut dès maintenant stopper la réforme de l'éducation dans le but de la recentrer sur ses principes fondamentaux afin d'offrir aux élèves québécois une école de qualité où leur réussite réelle redeviendra au cœur des priorités du ministère de l'Éducation.

Il serait temps que les partis politiques en campagne électorale nous disent ce qu'ils entendent faire avec cette réforme des programmes, à laquelle s'est ajoutée une réforme pédagogique sur des principes qui n'ont pas été largement discutés et qui sont loin de faire consensus chez les parents. D'ailleurs, les programmes électoraux du PLQ, du PQ et de Québec solidaire sont étrangement silencieux sur la réforme. La question de la réforme dépasse largement la question des bulletins en lettres ou en chiffres. Et surtout, il ne suffit pas de répéter que l'éducation est une priorité. Un temps d'arrêt s'impose pour recentrer cette réforme comme les enseignants de la Fédération autonome de l'enseignement le réclament.